



A R T  
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



# Fiscalités appliquées aux activités de téléphonie mobile en Centrafrique

**Séminaire sur les coûts et les tarifs – SG3RG-AFR,  
Février 2013 - Caire (Egypte)**

**Djallo AMADOU**

Chef de Service Marketing et RE

Tél: +236 75 20 02 96 / [djallo.amadou@art-rca.org](mailto:djallo.amadou@art-rca.org)

Agence de Régulation des télécommunications de Centrafrique

# Au menu...

- **Bref aperçu de la République Centrafricaine**
- **Présentation du secteur des télécoms**
- **Le régime fiscal et ses caractéristiques**
- **Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine**
- **Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des télécommunications**
- **Les impacts du système fiscal sur la croissance du secteur**
- **Recommandations**
- **Conclusion**

# Au menu...

## Bref aperçu de la République Centrafricaine

Présentation du secteur des télécoms

Le régime fiscal et ses caractéristiques

Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine

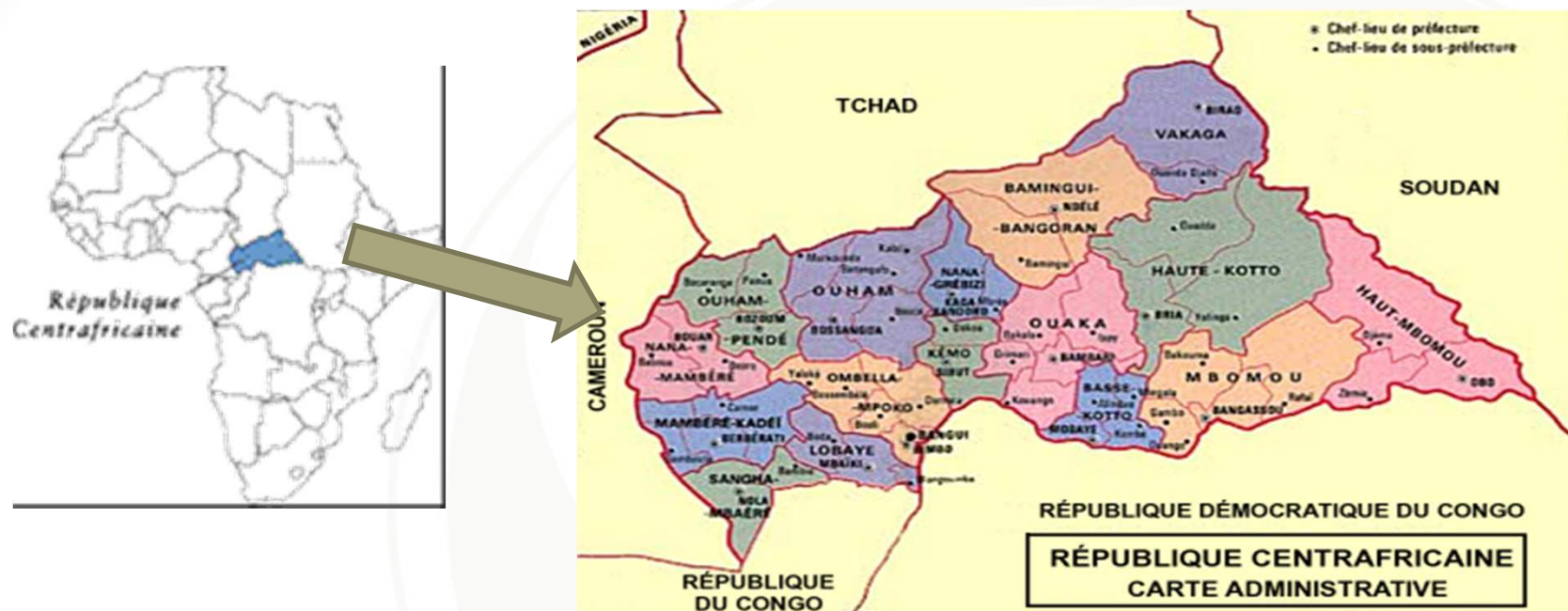
Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des télécommunications

Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur

Recommandations

Conclusion

# REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



Sources: Note de Conjoncture CEMAC (Novembre 2012)

Superficie:	622 984 km <sup>2</sup>
Population (2012):	4,7 M d'hbts (estim. RGPH 2003)
Densité de la population:	7,5 hbts au km <sup>2</sup>
PIB par habitant en PPA (2011):	~810 USD
Taux de croissance du PIB:	+3,3% (2011); +4,1 (estimation 2012)
Inflation (2011) :	+1,2 %

# Au menu...

Bref aperçu de la République Centrafricaine

## **Présentation du secteur des télécoms**

Le régime fiscal et ses caractéristiques

Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine

Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des télécommunications

Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur

Recommandations

Conclusion

# LE SECTEUR DES TELECOMS

- Régie par la **Loi 07.020 portant régulation des télécoms** du 2007, cette Loi fait une distinction claire entre:
  - ✓ **la fonction Réglementation et Politique sectorielle** dévolue au Ministère en charge des Télécommunications
  - ✓ **la fonction Régulation** attribuée à l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART): Office public, sous tutelle du Ministère en charge des télécoms
  - ✓ **la fonction Exploitation** réservée aux opérateurs économiques (Fixe, Mobile, Internet, Transit International)
- **Loi 07.021** de 2007: fixe les taxes et redevances du secteur (Licences)
- **Effectif personnel** (2011): 1.316 (88% des nationaux)

# Structure du marché

Trois (3) segments de marché



Données de 2011

Situation	Concurrentiels		
	1	4	5*
<b>Nombre d'opérateurs/FAI</b>	1	4	5*
<b>Nombre de clients</b>	5.419	1.824.000	810
<b>Taux de Pénétration</b>	0,12%	40%	0,02%
<b>Volume de trafic (en millions de min)</b>	2,672	367,1	-
<b>Chiffre d'affaires (Millions FCFA)</b>	239,5	34 750	1 200
<b>Revenu moyen/Client (en FCFA)</b>	44.000	19.000	402.000

\*l'opérateur fixe et 3 opérateurs mobiles et 1 indépendant

Source: ART

## Autres acteurs:

- 1 Opérateur de Transit international
- 1 Opérateur de Contrôle de trafic international

# Au menu...

Bref aperçu de la République Centrafricaine

Présentation du secteur des télécoms

## **Le régime fiscal et ses caractéristiques**

Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine

Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des télécommunications

Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur

Recommandations

Conclusion



# LE RÉGIME FISCAL...

...est caractérisé, d'une manière générale, par :

- plusieurs impôts, droits et taxes
- une prépondérance de la fiscalité directe
- une loi de finance annuelle qui fixe les taux fiscaux et leurs bases imposables

# RÉGIME FISCAL APPLIQUE AU SECTEUR TÉLÉCOMS...

...en Centrafrique se regroupe en trois (3) grandes catégories:

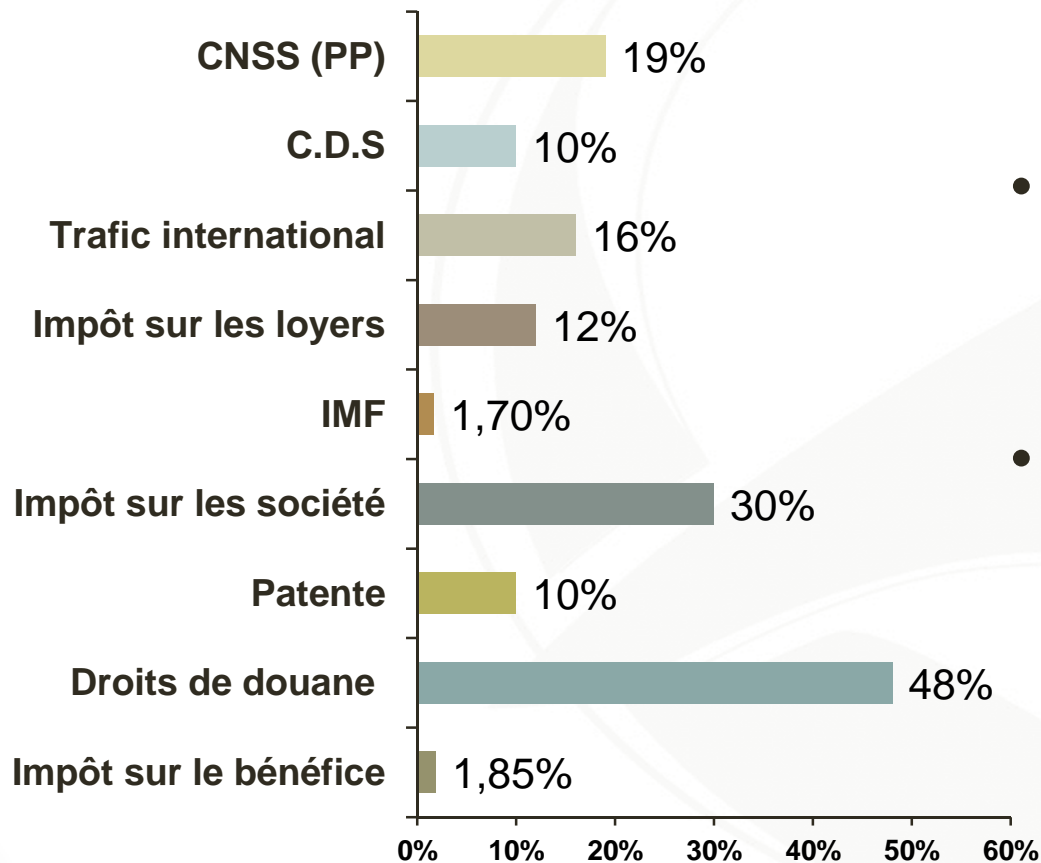
- **Fiscalité directe**
- **Fiscalité indirecte**
- **Redevances et taxes de régulation**

**Trésor Public**

**Régulateur**

# FISCALITE DIRECTE DU SECTEUR

## A- Structure et taux définis dans les Lois de Finances



- Poids important des:
  - ✓ Taxes import/export
  - ✓ Impôt sur les sociétés
- Prélèvement sur le revenu du trafic International entrant

Loi des finances RCA 2012

## B- Structure de la fiscalité directe du secteur et leurs bases imposables...

...payées directement par les opérateurs

Fiscalité directe	Bases imposables
Droits de douane	Montant HT produits et équipements importés
Impôt sur le bénéfice	Chiffre d'affaires
Patente	Chiffre d'affaires
Taxes communales	versée à la commune où un site est installé
Impôt Minimum Forfaitaire (IMF)	Chiffre d'affaires
Impôt sur les Sociétés	Résultat avant impôts
Impôt sur les loyers	Montant location annuelle
Quote-part Etat/Trafic international	Revenu mensuel du trafic international entrant
C.D.S (Contribution au Développement Social)	Masse salariale brute
CNSS (Part Patronale)	Salaire brute d'un employé

Source: Loi de finance RCA 2012

# FISCALITÉ INDIRECTE

## Structure, taux et bases imposables de la fiscalité indirecte

Fiscalités Indirectes	Taux	Bases imposables
TVA Collectée (Taxe payée directement par les consommateurs)	19%	Montant HT
Retenues à la source (Clients/Frs)	15%	Rémunérations prestataires hors CEMAC
Précompte des Impôts	3%	Montant HT des achats et prestations locaux

Source: Loi de finance RCA 2012

# AUTRES FISCALITES INDIRECTES

Impôts, taxes et cotisations prélevés sur les salaires

	Taux	Bases imposables	Contributeur
<b>I.F.P.P</b> (Impôt Forfaitaire sur les Personnes Physiques)	5%	Salaire net	Salarié
<b>I.R.P.P</b> (Impôt sur le revenu)	Suivant un barème		Salarié
<b>T.A</b> (Taxe Additionnelle)	1 500 F CFA (environ 3\$)		Salarié
<b>C.N.S.S</b> (Caisse national de Sécurité Sociale)	3%	Rémunération brute	Salarié

# REDEVANCES ET TAXES DE REGULATION

## Structure, taux et bases imposables des redevances et taxes de régulation

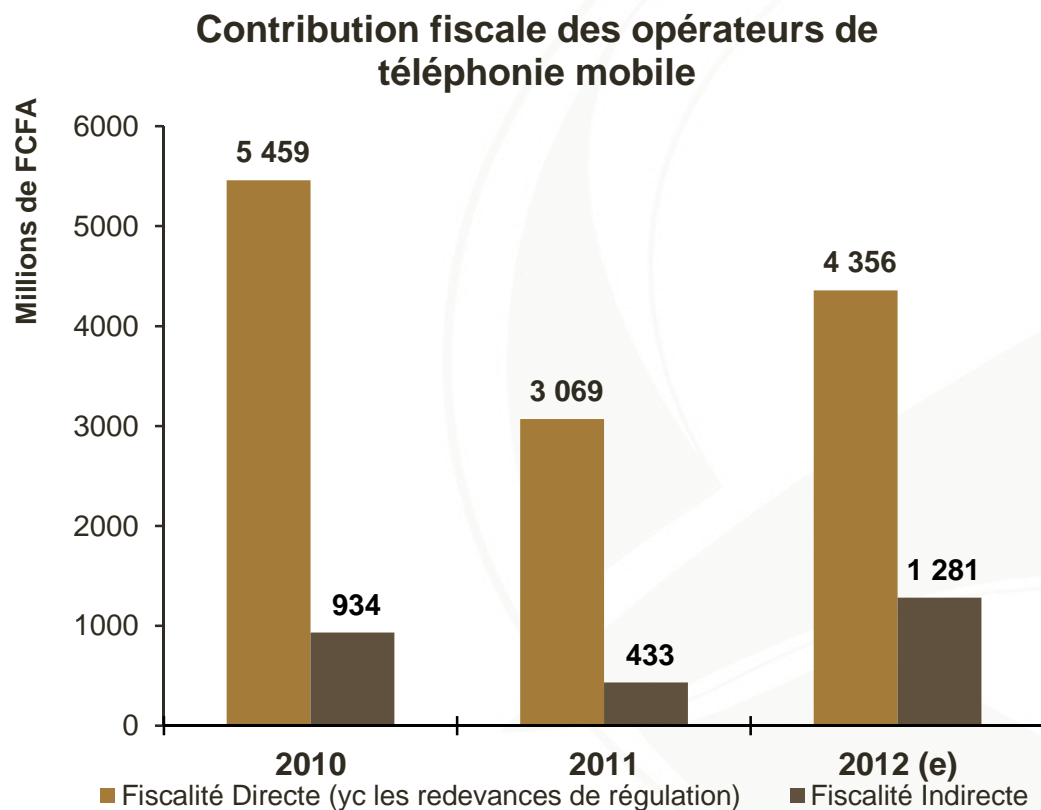
- Fixées par des Arrêtés = 24% du CA des opérateurs (en 2010)
- Depuis 2011, les redevances et taxes de régulation sont plafonnées

	AVANT 2011	DEPUIS 2011 (Plafonnement)
Redevances Fréquences	Fonction des ressources assignées 18,2% du CA (2010)	3,5% ** du CA
Autres Redevances*	Fonction des ressources assignées 4,4% du CA (2010)	
Droit de Concession	1,5% du CA	

\* Redevances Numérotation, frais de dossier et d'attribution, Agréments, Autorisations... ;

\*\* Les frais de dossier et d'attribution pour les nouveaux services ne sont pas pris en compte

# CONTRIBUTION FISCALE DES OPERATEURS DE TELEPHONIE MOBILES



Sources: Opérateurs et ART

- Le plafonnement des redevances de régulation à 3,5% a fait chuter les valeurs brutes de la fiscalité directe du secteur à partir de 2011;
- Alors qu'on observe une augmentation du montant de la fiscalité Indirecte

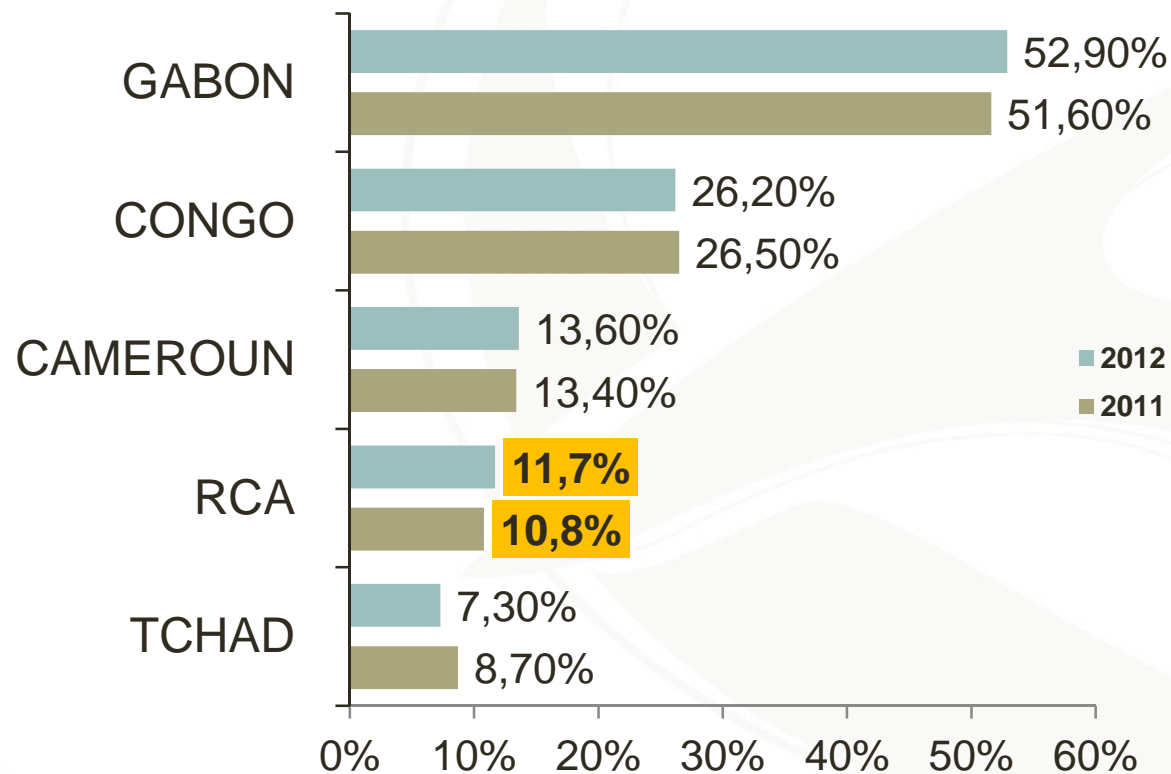
**N.B: la durée du processus électoral en 2011 a aussi eu des effets négatifs sur les activités économiques**



# Quid du taux de pression fiscale ?

Le taux de pression fiscale est relativement bas en Centrafrique par rapport à certains pays de la CEMAC

**Il est important de déterminer le taux optimal de la pression fiscale qui aurait des effets positifs sur les activités économiques**



CEMAC: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

Source: CEMAC (Nov.12)

# Au menu...

Bref aperçu de la République Centrafricaine

Présentation du secteur des télécoms

Le régime fiscal et ses caractéristiques

**Les enjeux de la fiscalité pour la Rép.  
Centrafricaine**

Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des  
télécommunications

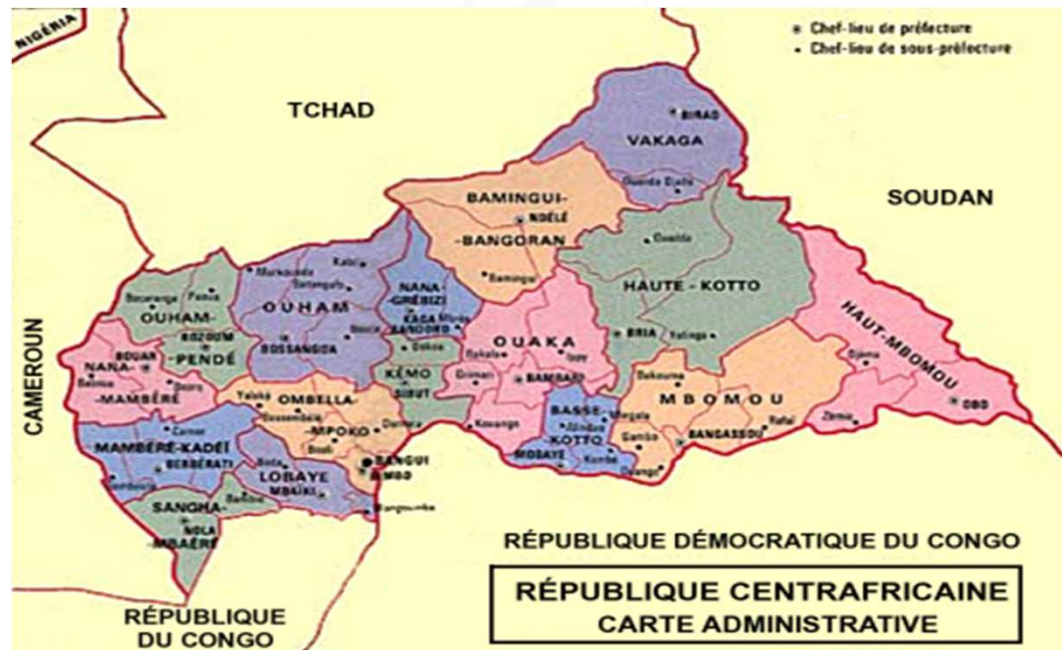
Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur

Recommandations

Conclusion

# UNE FISCALITÉ EN PROIE À DES AUGMENTATIONS

## 1-La position géographique



- Pays enclavé
- Faible niveau d'infrastructures
- Ressources naturelles très peu exploitées

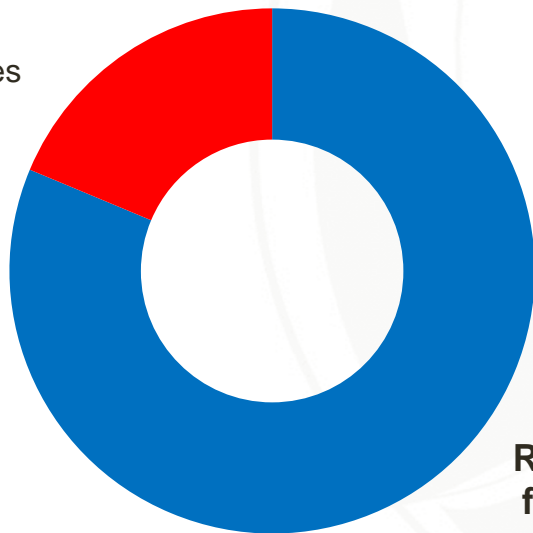
L'Etat ne compte que sur les taxes et Impôts pour financer le budget publique

## 2- Pays fiscaliste par excellence

Recette budgétaire de l'Etat dominées par les recettes fiscales

**RCA (2011)**

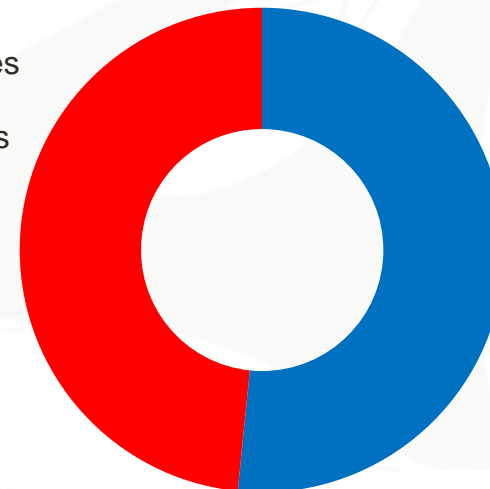
Recettes  
non fiscales  
19%



**Recettes  
fiscales  
81%**

**GABON (2011)**

Recettes  
non  
fiscales  
48%



Recettes  
fiscales  
52%

Source: CEMAC (Nov. 2012)

### 3- Pression des institutions internationales et tension de la trésorerie....

...augmentation de la performance des recettes budgétaires de l'Etat

Exemple: objectifs des recettes douanières

- 2011: 45 Mds FCFA (90M USD )
- 2012: 50 Mds FCFA (100M USD )
- 2013: 60 Mds FCFA (120MUSD )

Source: DGID

# Au menu...

Bref aperçu de la République Centrafricaine

Présentation du secteur des télécoms

Le régime fiscal et ses caractéristiques

Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine

**Les perspectives de la fiscalité pour le  
secteur des télécommunications**

Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur

Recommandations

Conclusion

# PERSPECTIVE D'UNE HAUSSE DE L'ASSIETTE FISCALE EN VUE

- La Loi des Finances 2013 présentera son lot des mesures pour augmenter la recette budgétaire
- Financement du FSU
  - ✓ la quasi-totalité de ce fonds sera prélevée sur le CA des opérateurs de téléphonie mobile

# Au menu...

Bref aperçu de la République Centrafricaine

Présentation du secteur des télécoms

Le régime fiscal et ses caractéristiques

Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine

Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des télécommunications

**Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur**

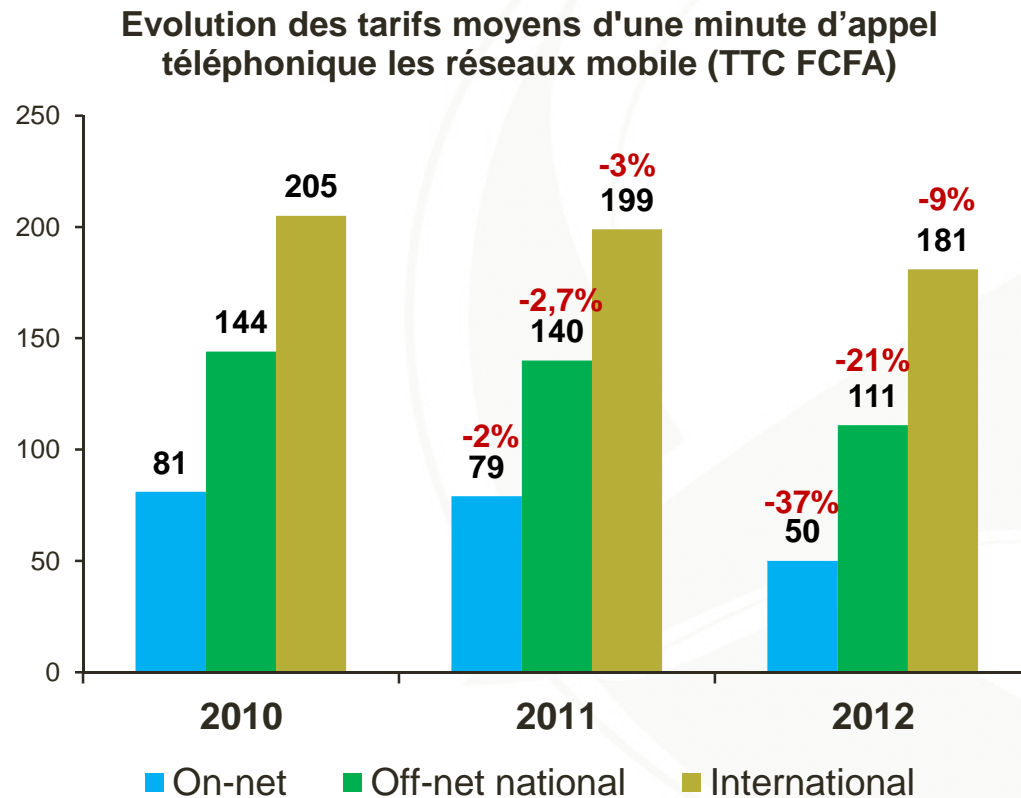
Recommandations

Conclusion



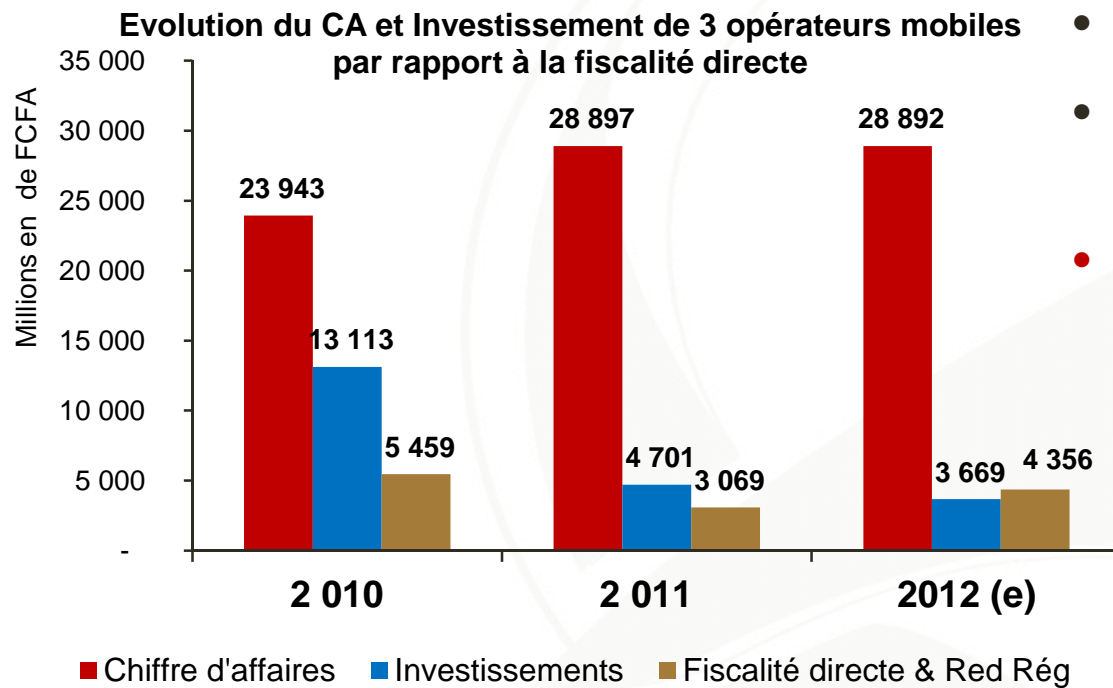
# IMPACTS DE LA FISCALITÉ DU SECTEUR

## 1- Sur les prix des appels téléphoniques



- les tarifs de téléphonie mobile restent compétitifs
- S'agit-il des effets directs liés au plafonnement des redevances et taxes de régulation?

## 2- Sur les CA et Investissements des opérateurs mobiles



- Augmentation de revenu
- Baisse du poids de la fiscalité
- les investissements se font de moins en moins

	2010	2011	2012 (e)
Poids de fiscalité directe sur le CA	17%	9%	12%

Source: Opérateurs et ART

### 3- Sur la croissance du secteur et de l'économie

L'analyse du système fiscale en Centrafrique fait ressortir les points suivants:

- **Droits de douane élevés** affectent les importations des équipements télécoms:
  - ✓ Migration vers les nouvelles générations des technologies
- **Augmentation des taxes et impôts** peut affecter le bénéfice des opérateurs:
  - ✓ Compétition sur les tarifs
- **Baisse d'investissements** dû à une marge très étroite sur le CA:
  - ✓ QoS dégradé
  - ✓ Limitation de couverture (taux de pénétration environ 40% pour le mobile et moins de 1% pour le fixe et Internet)...
  - ✓ ...limitation d'accès aux réseaux (risque de baisse de revenu)

**Plus largement, frein à la promotion de l'usage des TIC à des fins de développement économique et social**

## 4- Sur les recettes fiscales

- Aggravation de la fraude fiscale
- Baisse de recette fiscale
- Ralentissement des investissements publiques
- Tension sociale

## 5- Sur les redevances et taxes régulation

- Baisse de ressources financières du régulateur
- Réduction des dépenses (formations, salaires, équipements,...)
- Démotivation
- Instabilité dans le secteur

# Au menu...

Bref aperçu de la République Centrafricaine

Présentation du secteur des télécoms

Le régime fiscal et ses caractéristiques

Les enjeux de la fiscalité pour la Rép. Centrafricaine

Les perspectives de la fiscalité pour le secteur des télécommunications

Les impacts de la fiscalité sur la croissance du secteur

**Recommandations**

Conclusion

# RECOMMANDATIONS

## Gouvernement

- **Incitation fiscale:**

- ✓ Taxes spécifiques sur les équipements et terminaux afin de démocratiser l'accès aux réseaux;
- ✓ Allègement fiscal accordé aux opérateurs qui investissent dans le déploiement de large bande, la formation et qui font la promotion des NTIC ;

## Régulateur

- Veuillez à ce que l'économie réalisée à travers le plafonnement des redevances et taxes de régulation puisse être affectée au développement du secteur

## Opérateurs

- Investir massivement pour offrir des services innovants qui constitueront des leviers de croissance

# CONCLUSION

- Fiscalité **mal pensée** peut affecter la croissance du secteur par:
  - ✓ le ralentissement de la pénétration
  - ✓ et donc de l'accès aux réseaux
- Conséquence au moyen et long terme
  - ✓ Diminution de revenu des opérateurs
  - ✓ arrêt ou ralentissement des investissements dans les NTIC
  - ✓ marginalisation d'une partie de la population (stagnation de la couverture)
  - ✓ baisse de la contribution des télécoms au PIB du pays
- Par ailleurs, le plafonnement des redevances de régulation constitue un levier d'investissement nécessaire au développement et à la satisfaction des attentes des consommateurs

**Toutefois, il est important de rappeler qu'un Etat dont la quasi-totalité de recette budgétaire est réalisée sur les recettes fiscales se comptera toujours sur les contribuables pour réaliser les investissements publics, importants pour le développement l'économie nationale.**

A large, light gray, stylized graphic in the background depicts a hand holding a leaf. The hand is positioned at the bottom, with fingers slightly curled, and the leaf is held above it, pointing towards the top right. The entire graphic is semi-transparent and centered on the page.

**MERCI**